

Inspira n'inspire pas les associations écologistes

DAUPHINE LIBRE DU 20.11.15

La semaine dernière, une réunion publique de concertation s'était déroulée à Salaise-sur-Sanne, afin de faire le point sur l'aménagement de la zone industrialo-portuaire de Salaise/Sablons. Une zone qui a été baptisée Inspira et qui entend mettre en avant le concept de multimodalité et de développement durable en accueillant des industries dites vertes avec l'objectif de créer au moins 2000 emplois (lire par ailleurs).

Une chose est certaine, le concept ne convainc pas les associations de défense de l'environnement du territoire, qu'il s'agisse de Sauvons notre futur qui avait fait savoir durant la réunion ou de l'association Vivre. « Les informations contradictoires diffusées durant cette réunion ne nous ont pas rassurés », affirme ainsi Jean Pertuis, porte-parole de Vivre. « Nous le sommes d'autant moins qu'Inspira est dotée d'une charte d'écologie industrielle sélectionnée par un comité d'agrément auquel on a refusé que nous participions. Alors, pour tenter de verdir le projet on nous invite à échanger lors des réunions, mais cela s'arrête là », assure-t-il.

« Des lacunes »

Les associations, de fait, ne remettent pas en cause la bonne volonté évidente des élus » qui, dans ce dossier, se battent avant tout pour l'emploi. « Simplement, nous avons le sentiment qu'ils ne maîtrisent pas le sujet », déplore Vivre, qui pointe plusieurs problèmes et en premier lieu « des lacunes en termes de circulation routière » dans le projet évoqué lors de la



Le fleuve est l'un des éléments essentiels, avec le rail, du projet de développement industriel. L. DUGA

réunion par le cabinet espagnol d'architectes urbanistes. « Selon ce que nous avons vu, on envisage des voies transversales, ce qui est purement théorique dans une zone où l'on va compter avec l'arrivée d'Hexcel 12 entreprises Seveso seuil haut. De toute évidence, les Espagnols n'ont pas la culture du risque que nous avons en France, car nulle part ailleurs que dans notre pays n'existe de plan de prévention des risques technologiques qui imposent des contraintes. Quant à imaginer des aires de pique-nique au bord de la Sanne comme cela a été annoncé, il faut savoir raison garder », ironise Jean Pertuis.

Toutefois, Vivre veut surtout poser le débat. « Nous nous réjouissons qu'Inspira ait comme volonté de développer notre zone. Mais nous émettons des réserves quant à la maîtrise de ce développement », conclut l'association qui promet de faire vivre ce débat.

Georges AUBRY

Les risques industriels toujours pointés du doigt

Les risques industriels sont l'un des sujets de polémiques majeurs soulevés par les associations environnementales en ce qui concerne Inspira. Et les éventualités envisagées par le schéma portuaire porté par l'État - et discuté lors d'un conseil communautaire récent - ont quelque peu mis le feu aux poudres, en évoquant le déplacement possible de certaines entreprises vers Sablons, comme Engrais sud Vienne (ou ESV, Seveso seuil haut), ou le transfert de silos du port Edouard-Herriot vers Salaise.

Francis Charvet, le président de la CCPR a bien pris soin de préciser (et une fois encore lors de la réunion publique), qu'il s'agissait seulement d'hypothèses, annonçant d'ailleurs qu'ESV, qui travaille sur les risques à la source à l'instar d'autres entreprises voisines, ne bougerait pas. Pas de quoi calmer Sauvons notre futur ni l'association Vivre pour qui tous ces dossiers « manquent de transparence ».

« On se pose des questions »

« Nous ne voulons pas revivre l'épisode de Geodis BM dont on a réduit le périmètre de danger de 1200 m à 210 m alors que la Dreal affirmait que le périmètre initial était incompressible. Cela avait été consigné dans le compte rendu du plan de prévention des risques technologique, mais une tierce expertise avait été commanditée, avec les résultats que l'on connaît, sous la pression de certains élus », accuse Jean Pertuis. « Alors quand on nous dit qu'on va réduire les risques à la source, il est légitime de se poser des questions et pourquoi ne l'a-t-on pas fait plus tôt ».

Quant aux velléités du port Edouard-Herriot de délocaliser des activités vers Salaise/Sablons, Vivre considère le scénario « pertinent », malgré les dénégations de la Compagnie nationale du Rhône qui s'est aussi exprimée lors de la réunion publique. « On sait que derrière ce port, il y a des opérations immobilières », assure Jean

L'INFO EN +

INSPIRA

La Zip de Salaise/Sablons est gérée par un syndicat regroupant la CCPR, le Département et la Région. Ces trois collectivités vont investir globalement et à parts égales 138 M€ sur cette zone jusqu'en 2036. Objectif : créer plus de 2000 emplois dans des industries vertes et innovantes en s'appuyant sur la multimodalité rail/fleuve et route et devenir pôle d'excellence en termes de développement durable.



Porte-parole de l'association Vivre, Jean Pertuis est sceptique après les annonces concernant la réduction des risques à la source de certaines entreprises.

L. DUGA

Pertuis, pour qui les propos tenus sur les chiffres (en tonnages) et l'activité du port lyonnais lors de la réunion « manquaient de visibilité ». Très objectivement, il est vrai que la limpidité n'était pas de mise à ce propos.

G.A.